

**ASSURANCE-VIE : UNE BRANCHE
DIFFICILE À RENTABILISER**

**TRANSPORT MARITIME :
LE PAVILLON MAROCAIN À L'AGONIE**

www.challenge.ma

N° 326 Du 8 au 14 avril 2011

Challenge

L'HEBDO MAROCAIN DES DÉCIDEURS

15 DH - 2 €

Maroc-Algérie : PRÉMIÈRES DE DÉGEL ?

De très nombreux signaux ont apparu récemment dans les relations entre les deux pays (hydraulique, énergie, gazoduc, sortie du ministre algérien des Affaires étrangères...) allant dans le sens d'un réchauffement. Est-ce vraiment le cas ?

Camille Sari,
auteur du livre «Algérie et Maroc :
Quelles convergences économiques»

**« Le Maghreb est la seule région au monde
qui n'est pas intégrée »**



Interview avec Camille Sari*,

auteur du livre «Algérie et Maroc : quelles convergences économiques ?»

“Le Maghreb est la seule région au monde qui n’est pas intégrée”

Cet expert a longuement revisité, dans son ouvrage, les relations économiques maroco-algériennes. Il revient ici sur les derniers développements des rapports entre les deux pays. PROPOS RECUEILLIS PAR KARIM TOUACH

Challenge : De nombreux signaux ont récemment apparu dans les relations entre les deux pays, allant dans le sens d’un dégel. Pensez-vous que ce soit vraiment le cas ?

Camille Sari : En plein troubles en Tunisie, le ministre algérien des Affaires étrangères, Mourad Medelci avait déclaré sur *France 24* qu’il y aura des échanges au niveau ministériel entre le Maroc et l’Algérie. Je pense fermement que les dirigeants

algériens ont compris que la stabilité du voisin est devenue une priorité. L’effet domino hante le sommeil de certains dirigeants arabes. Chercher à affaiblir les pays de la région afin d’assurer son « leadership » n’est plus d’actualité. La crise sociale en Tunisie a rejailli de façon violente sur la rue égyptienne. Nous connaissons la suite. J’ai à maintes reprises souligné dans mon récent ouvrage, et dans plusieurs articles, que des coopérations mutuellement avantageuses avec les Etats de la région est bénéfique à court et à long terme. L’Histoire nous a enseigné que la loi de la géographie est incontournable.

C : Pensez-vous qu’une coopération, voire une intégration comme vous l’indiquez dans votre ouvrage, sur les plans économique et monétaire, soit envisageable dans le contexte politique difficile des relations maroco-algériennes ?

C. S. : Rappelons-nous les conditions qui ont prévalu lors de la création de l’UMA (Union du Maghreb Arabe) qui a été bâtie grâce à la volonté de deux chefs d’Etat ayant une vision de long terme, le défunt Hassan II et le

président Chadli Bendjedid, alors que les problèmes politiques n’étaient aucunement réglés.

La Chine a comme partenaire privilégié Taiwan alors que ces pays sont officiellement en guerre. Les Allemands et les Français, dès 1954 (soit à peine 11 ans après une guerre meurtrière) ont commencé à nouer des accords commerciaux et fondé la CECA (Communauté du Charbon et de l’Acier) et ensuite la CEE (Communauté Economique Européenne). Il ne faut pas oublier que l’Allemagne a accepté de codiriger cette zone économique, alors que son intégrité territoriale n’était pas accomplie. L’Ossétie fut rattachée à la Pologne et d’autres territoires ont été “octroyés” à des pays limitrophes comme la Roumanie, la France, etc. L’objectif de cette intégration économique fut double : réaliser la paix après des siècles de conflits sanglants et s’acheminer vers des échanges économiques à l’origine d’une prospérité qui a fait le bonheur des Européens. Je peux citer l’exemple des pays du sud-est asiatique qui, grâce à leur regroupement au sein de l’ASEAN, ont surmonté les divisions du passé. Le Maghreb est la seule région au monde qui n’est pas intégrée. C’est une anomalie à corriger impérativement. Le plus important est d’avoir un dessein, un projet pour les générations futures, c’est la responsabilité des autorités.

C : Dans le passé, il y a eu plusieurs annonces d’ouverture, mais qui n’ont jamais donné de résultats. Quelles sont les raisons de ce blocage et qu’y a-t-il de différent cette fois-ci ?

C. S. : Les raisons du blocage sont connues



et sont en partie historiques (le conflit entre le Maroc et l'Algérie) concernant le tracé des frontières entre les deux pays après leurs indépendances. La guerre des sables qui en a résulté a laissé des séquelles mais c'est peu de choses comparativement à ce qui s'est passé dans d'autres régions du monde. Il y a d'autres raisons irrationnelles de "fâcheries" et d'ego entre feu Hassan II et Boumediène. Enfin, l'idée saugrenue de chercher le "leadership" régional aux dépens de son voisin est incompatible avec le contexte de la mondialisation qui impose les regroupements des États. Que pèsent l'Algérie et le Maroc dans les négociations internationales ? Pas grand chose lorsqu'on sait que les grands pays européens font des efforts de compromis avant d'aller à la table des négociations dans le cadre de l'OMC ou du G20.

C : Y a-t-il des personnes-lobbies qui se trouvent derrière cette situation ? Qui a intérêt à ce que la situation reste telle qu'elle est ?

C. S. : Parmi les conclusions alarmantes auxquelles a abouti le rapport 2008 de l'Institut international de Recherche pour la Paix (Sipri), figure l'inquiétante progression des dépenses militaires. L'Algérie est classée au troisième rang des pays arabes en termes d'armement, juste derrière Qatar et l'Arabie Saoudite. Ce rapport révèle que ce pays consacre en moyenne 3,3% de son PIB par an aux dépenses militaires, ce qui représente environ 4,5 milliards de dollars. Dans le même classement, le Maroc occupe le cinquième rang avec un budget qui dépasse 1,7 milliard de dollars en dépenses militaires - sans compter les 2,4 milliards de dollars, budgétisés sur plusieurs exercices, relatifs à l'achat de 24 chasseurs F16 C/D Block52 auprès du constructeur US Lockheed Martin. Au titre de l'année 2009, les crédits alloués au même chapitre par l'Algérie se sont élevés à 6,25 milliards de dollars, en hausse de 10% par rapport à l'année 2008. Pour sa part, le Maroc a consacré à la défense, au titre de l'année 2009, un budget de 4,125 milliards de dollars, soit environ 16 % du budget général de l'État et 4,6% du PIB. A qui profite cette escalade imposée au Maroc ? Suivez mon regard !

C : A quand l'ouverture des frontières ?

C. S. : Je suis optimiste et je pense que

la raison l'emportera. Le coût du "non Maghreb" est terrible. Cela oblitère l'avenir de la jeunesse maghrébine dans son ensemble. Que de temps perdu ! Le blocage est du côté algérien puisque le Maroc réclame sans cesse cette réouverture des frontières. Comme je l'ai dit sur *France 24*, le développement du commerce informel entre les villes transfrontalières marocco-algériennes est significatif du vide existant.

C : Le «printemps arabe» apporte-t-il du nouveau par rapport à cette situation ?

C. S. : Comme je l'ai dit précédemment les mouvements provoqués par les revendications de larges couches des populations arabes en faveur des libertés fondamentales, de l'emploi et du pouvoir d'achat ne laissent plus de place aux

Que de temps perdu ! Le blocage est du côté algérien puisque le Maroc réclame sans cesse cette réouverture des frontières. ”

"chamailleries" enfantines et autres problèmes d'ego. La conjoncture actuelle impose de donner la priorité aux attentes des populations, notamment les plus fragiles

C : Quelles sont selon vous les conditions pour qu'une telle coopération soit pérenne ?

C. S. : Il est urgent de prendre conscience qu'il n'y a pas d'autres alternatives que de nouer des relations de coopération intra-régionales. Les pays producteurs d'hydrocarbures, l'Algérie et la Libye, sont tentés, pour le moment, de "protéger leur coffre-fort" et de ne pas se regrouper avec les autres États du Maghreb. Cependant, le danger d'un épuisement des gisements de pétrole est réel. Plusieurs études ont montré que la durée de vie des exploitations pétrolières algériennes ne dépasserait pas 15 à 20

ans. L'extraction du gaz algérien peut durer encore 50 ans, mais les découvertes en mars 2010 de nouvelles méthodes de production du gaz non conventionnel, conjuguées à la découverte de nouveaux gisements, feront chuter les cours. L'Algérie pourrait connaître, comme en 2008-2009, un effet-ciseaux : hausse des importations et baisse des recettes pétrolières et gazières.

Le Forum des pays exportateurs de gaz, qui s'est tenu à Oran en 2010, s'est inquiété de la chute des prix du gaz, qui semble s'inscrire dans la durée.

Autres sujets d'inquiétudes largement reprises par la presse algérienne (El Watan, El Khabar, Liberté...) : le rendement des placements des réserves de changes en bons de Trésor américains. Je fais partie des experts qui prédisent des poussées inflationnistes, aux États-Unis et en Europe, afin de provoquer la réduction de leur endettement réel. L'Union économique et monétaire du Maghreb s'inscrit dans une logique de long terme. Le développement de l'un assurera celui de son partenaire. Le Maroc a tout intérêt à accepter la proposition de Mourad Medelci de commencer par bâtir l'UMA sur le plan économique en mettant de côté les différends politiques. La consolidation des convergences économiques atténuera ces derniers à terme.

C : Qu'est-ce que ce dégel pourrait apporter aux deux pays, notamment sur le plan économique ?

C. S. : L'objectif d'une intégration économique et monétaire maghrébine peut paraître ambitieux ou anachronique, eu égard à la situation géostratégique conflictuelle que connaît le Maghreb depuis plus de trente ans. A contrario, les populations et les forces vives aspirent à l'Union. En témoignent, les créations d'associations professionnelles maghrébines dans différents domaines (bancaire, économique, culturel, juridique, sportif, syndical, patronal...). L'absence d'une union économique maghrébine empêche le développement des échanges de biens et services et de capitaux, sans parler de la circulation des ressources humaines. Le Maghreb est la seule région au monde qui ne connaît pas de construction régionale et où le commerce intra-maghrébin ne dépasse pas 2%. ■